

**Master mention « Économie du Droit »
Parcours unique en Master 2 :
« Analyse et impact économiques du droit »**

Année universitaire 2018 – 2019

- Durée des études** : 4 semestres
- Accessible en** : Formation initiale / Formation continue
- Mode d'enseignement** : En présentiel
- Site d'enseignement** : Campus de Nanterre / Bâtiment G

OBJECTIFS DE LA FORMATION :

Le Master **Economie du Droit** de Paris Ouest Nanterre (indifférencié R/Pro) succède au Master « Droit et Economie » (évalué A+ lors de la campagne AERES 2013) après le changement de la nomenclature nationale des diplômes. Ce diplôme propose une formation fondée sur la complémentarité entre l'économie et le droit (privé, principalement). La nécessité de cette double compétence s'étend aujourd'hui au-delà des domaines traditionnels de « l'économie de la concurrence » et de « l'économie de la réglementation », ou du « droit économique », et englobe des problématiques riches et variées comme les analyses d'impact du droit, les études de faisabilité des réformes judiciaires, mais aussi l'évaluation du fonctionnement de la justice, ainsi que l'analyse comparée des systèmes juridiques.

Le Master 1 (parcours unique « Economie du Droit ») propose un enseignement (500 heures) intégré en économie et droit privé portant sur des grandes problématiques (concurrence, contrats, justice) qui sont abordées dans leurs dimensions nationale comme internationale, associé à un apprentissage rigoureux des méthodes en économie quantitative et en économétrie.

Le Master 2 (parcours unique « Analyse et impact économiques du droit », 340 heures) aborde les problématiques spécifiques de l'économie du droit et donne la maîtrise de ses outils qualitatifs comme quantitatifs (analyse comparative de la justice et des systèmes juridiques, méthodes d'évaluation et d'impact), qui sont mobilisés pour analyser différentes dimensions de la concurrence (politique de la concurrence, propriété intellectuelle, numérique, partenariats public/privé) dans une vraie perspective bi-disciplinaire économie et droit privé.

Echanges internationaux : grâce au partenariat avec un certain nombre d'universités européennes délivrant un diplôme connexe (Marburg, Alessandria/Turin), les étudiants ont la possibilité d'effectuer un séjour d'un semestre à l'étranger lors de l'année de M1 ou de M2 (ATTENTION : la campagne de candidature aux échanges internationaux est de février à mars à Nanterre). A l'issue du master, les étudiants peuvent alors candidater au programme doctoral international "Institutions, Economics and Law" (coordonné par Nanterre et Turin).

CONDITIONS D'ADMISSION – Calendrier de candidature au master : mi-avril à mi-juin

Niveau M1 :

Mentions de licences conseillées : Double licence économie et droit; licence économie-gestion, notamment avec un parcours en droit significatif. Des étudiants issus de formations juridiques peuvent également être admis dans la formation, en fonction de leur parcours antérieur (en droit et aussi en économie), de la qualité de leur dossier, et de leur projet personnel (professionnel ou recherche).

Prérequis : Les candidats doivent avoir une bonne maîtrise des outils en microéconomie, économie industrielle, économie publique, ainsi que des méthodes statistiques et économétriques. Les étudiants venant de parcours bi-disciplinaires doivent aussi justifier d'un bon niveau en droit (notamment: droit des obligations, droit de la concurrence, droit de la propriété intellectuelle, droit des contrats). Par ailleurs, des enseignements se déroulant en anglais, un niveau satisfaisant en langue anglaise est attendu.

En tout état de cause, une large palette de profils de candidatures est visée, la qualité du projet personnel étant primordiale.

Modalités de recrutement : Recrutement sur dossier et entretien. Le dossier de candidature doit contenir :

- Liste des enseignements des trois années universitaires antérieures
- Relevé de notes des trois années universitaires antérieures, au minimum
- Curriculum Vitae
- Lettre de motivation
- Lettre de recommandation (optionnel)
- Coordonnées de personnes référentes (optionnel)

Niveau M2 : L'admission est de droit pour les étudiants qui ont validé la première année du Master Economie du Droit de l'université de Paris Nanterre. Les étudiants titulaires de Master 1 d'autres mentions ou d'autres universités doivent déposer un dossier de candidature. Leur admission est prononcée par un jury après l'examen du dossier de candidature, et à l'issue d'un entretien.

DEBOUCHES ET SECTEURS D'ACTIVITE :

Agences de régulation // Cabinets de conseil et d'expertise économique et judiciaire // Organisations internationales // Associations professionnelles // Associations d'usagers et de consommateurs // Fonction publique // Entreprises tous secteurs // Enseignement // Recherche publique et privée

METIERS ET FONCTIONS :

Chargé(e) de missions auprès des autorités de régulation/concurrence // Chargé(e) d'études et prospectives économiques et sociales // Directeur/directrice d'études en entreprise // Consultant d'affaire // Expert en conseil économique et juridique // Conception et pilotage des politiques publiques // Enseignement supérieur

PARTENARIATS SCIENTIFIQUES ET PROFESSIONNELS :

Des relations plus spécifiques avec les universités d'Alessandria, Turin, Marburg, Liège, Tel Aviv permettent de réaliser des séjours à l'étranger soit au cours du Master, soit au cours du Doctorat (avec possibilité d'obtenir un Doctorat Européen, ou un Doctorat International).

Le Master Economie du Droit de Nanterre s'appuie sur le centre de recherches en économie EconomiX UMR 7235 CNRS & Paris Ouest Nanterre (évalué A+ lors de la campagne AERES 2013) *via* le programme de recherches en économie du droit de son axe DIRIS : « Droit, Institutions, Réglementation, et Interactions Stratégiques » <http://economix.fr/fr/axes/dir/>. Il s'appuie aussi sur les programmes de recherche associés au projet « Conflits, litiges, criminalités : Recherches sur la sécurité juridique en Europe » (responsable : Eric Langlais), hébergé par la COMUE Université Paris Lumières. Enfin, le Master fait partie de l'Ecole Doctorale « Economie, Organisations, Société » de l'Université Paris Ouest, qui permet la poursuite au niveau des études doctorales et la préparation de la thèse de doctorat.



Cet adossement du Master à la recherche permet de mettre en synergie le réseau de partenaires académiques internationaux de l'axe DIRIS-EconomiX (l'European Association of Law & Economics ; l'American Law & Economics Association ; le réseau CLEEN-Competition Law and Economics European Network ; the [Amsterdam Center for Law and Economics \(ACLE\)](#) (Amsterdam); the [Bergen Center for Competition Law and Economics \(BECCLE\)](#) (Bergen); the [Centre for Infocommunication Law at the Hungarian Academy of Sciences](#), (Budapest); the [Centre for Competition Policy \(CCP\)](#) (East Anglia); the [Centre for Market and Public Organization \(CMPO\)](#) (Bristol); the [Mannheim Centre for Competition and Innovation \(MaCCI\)](#) (Mannheim); the [Max-Planck Institute for Research on Collective Goods](#), (Bonn); the [Robert Schuman Centre for Advanced Studies](#) (European University Institute, Florence); the [Tilburg Law and Economic Centre](#) (Tilburg) ; le réseau Erasmus in Law & Economics ; universités de Alessandria, Bologne, Rome, Salerne, Turin ; Bonn, Hambourg, Kassel, Marburg ; Amsterdam, Maastricht, Rotterdam ; Laval, Montréal ; Washington, Nashville ; Tel Aviv) et celui de ses partenaires professionnels (autorités de régulation sectorielle, cabinets de conseil, institutions privées et publiques), qui contribuent à l'animation pédagogique du Master dans le cadre de ses séminaires, du cycle de conférences en *Law & Economics* et de l'atelier pratique d'expertise qui font partie de la formation dispensée. Ce réseau de partenaires professionnels accueille aussi chaque année des étudiants du master en stage.

Institutions ayant accueilli en stage nos étudiant(e)s (liste non exhaustive) :

Autorité de la Concurrence, Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes, Autorité de Régulation des Jeux en Ligne, Autorité de la Qualité des Services dans les Transports, Commission de Régulation de l'Energie, Aviva Investors, Lemon Way SAS, Cabinet Pevensey, Cabinet DLA Piper, Cabinet BDGS, Cabinet Bird&Bird, Cabinet

Deloitte, Cabinet LINKLATERS, Cabinet NORTON ROSE, Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales, Union internationale des chemins de fer, Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne, UFC Que Choisir, Ministère de l'Economie et des Finances, Conseil Général du Val de Marne, Commissariat Général à l'Egalité des Territoires, Agence Internationale de l'Energie, Société Générale, BNP Paribas, Crédit Agricole, Bank Orange, La Poste, SCET (filiale juridique Caisse des Dépôts), Société TECHNO PRESSE, SYNERAIL Construction, ETDE (pôle énergie et services de Bouygues Construction), VINCI Autoroutes.

ORGANISATION PEDAGOGIQUE DE LA FORMATION

1^{ère} année

Master mention Economie du Droit

ENSEIGNEMENT DISPENSE EN M1 : 500 heures en présentiel

Stage facultatif

semestre 1

| Fondamentaux Economie du Droit | ECTS | CM | TD |
|--------------------------------------|-----------|------------|-----------|
| Economie de la concurrence | 4,5 | 24 | 16 |
| Economie des contrats | 4,5 | 24 | 16 |
| Economie de l'innovation et de la PI | 6 | 24 | 10 |
| Fondamentaux Droit | | | |
| Droit de la propriété intellectuelle | 3 | 36 | |
| Droit bancaire et financier | 3 | 20 | |
| Méthodologie Economique | | | |
| Econométrie 1 | 4,5 | 36 | 16 |
| Théorie des jeux et applications | 4,5 | 24 | 16 |
| TOTAL | 30 | 188 | 74 |

semestre 2

| Fondamentaux Economie du Droit | ECTS | CM | TD |
|--|-----------|------------|-----------|
| Regulation and antitrust | 4,5 | 24 | 16 |
| Corporate governance | 4,5 | 24 | 16 |
| Economie du droit et de la justice | 6 | 24 | 6 |
| Fondamentaux Droit | | | |
| Droit français et européen de la concurrence | 3 | 36 | |
| Droit international économique | 3 | 20 | |
| Méthodologie Economique | | | |
| Econométrie des données de panel | 4,5 | 24 | 16 |
| Initiation à l'économétrie avec STATA | 4,5 | 24 | 6 |
| TOTAL | 30 | 176 | 60 |

2^{ème} année
Master mention Economie du Droit
Parcours « Analyse et impact économiques du droit »
ENSEIGNEMENT DISPENSE EN M2 : 350 heures en présentiel
Stage obligatoire ou Mémoire ^a de recherche

Les enseignements sont assurés par des universitaires et des professionnels.

Lors de l'année universitaire 2017-2018, les enseignements « Dynamique des systèmes juridiques » et « Atelier pratique de l'expertise et du conseil » ont été animés par M Etienne Pfister (économiste-chef à l'Autorité de la Concurrence), M Olivier Sautel (Cabinet Deloitte), Alexandre Martin (Cabinet Weil, Gotshal & Manges LLP), et M Laurent Sat (Société Générale). Le « Workshop in Law & Economics » a été animé par les partenaires scientifiques et professionnels du réseau (cf page 2 et 3).

semestre 1

| Fondamentaux Economie du Droit | ECTS | CM | volume étudiant |
|--|-------------|------------|------------------------|
| Economie des litiges et de la justice | 3 | 20 | 20 |
| Economie de la responsabilité civile et pénale | 3 | 20 | 20 |
| Dynamique des systèmes juridiques | 3 | 20 | 20 |
| Fondamentaux Droit | | | |
| Droit des marchés financiers | 3 | 20 | 20 |
| Droit pénal des affaires | 3 | 20 | 20 |
| Méthodologie Economique | | | |
| Evaluation des politiques publiques | 3 | 20 | 20 |
| Jeux et négociations | 3 | 20 | 20 |
| Travaux encadrés | | | |
| Atelier pratique de l'expertise et du conseil | 6 | 20 | 20 |
| Workshop in Law & Economics | 3 | 20 | 20 |
| TOTAL | 30 | 180 | 180 |

Les enseignements sont assurés par des universitaires et des professionnels.

semestre 2

| Economie et Droit | ECTS | CM | Volume Etudiant |
|---|-------------|----------------|------------------------|
| Politique européenne de la concurrence | 3 | 20 | 20 |
| Droit interne et européen de la concurrence | 3 | 24 | 24 |
| Economie du numérique et des TIC | 3 | 20 | 20 |
| Droit international et européen des TIC | 3 | 20 | 20 |
| Optionnels Economie et Droit: 1 binôme parmi 3 | | | |
| Economie du droit de la concurrence | 3 | 20 | 20 |
| Droit européen des contrats et de la consommation | 3 | 24 | 24 |
| Economie des partenariats public/privé | 3 | 20 | 20 |
| Droit et fiscalité des contrats de partenariat public/privé | 3 | 20 | 20 |
| Economie du droit de la défaillance | 3 | 20 | 20 |
| Procédures collectives et droit des sûretés | 3 | 20 | 20 |
| Travaux encadrés | | | |
| Principes de l'évaluation économique du droit | 3 | 20 | 20 |
| Mémoire ^a Ou Stage (3 mois minimum) | 9 | | |
| TOTAL | 30 | 144/148 | 144/148 |

^a Obligatoire pour un accès à l'Ecole Doctorale

RENSEIGNEMENTS SUR LA FORMATION

Site internet : [Master EdD](#)

Secrétariat pédagogique :

Baptiste Moussette
Université Paris Nanterre - UFR SEGMI
Bâtiment G – Bureau R 40.4
200, Avenue de la République
92001 NANTERRE cedex

Tél. : 01 40 97 70 78
m.baptiste@parisnanterre.fr

Responsable pédagogique :

Eric Langlais
Université Paris Nanterre - UFR SEGMI
Bâtiment G – Bureau 308B
200, Avenue de la République
92001 NANTERRE cedex

Tél. : 01 40 97 59 14
Eric.Langlais@parisnanterre.fr

Association d'Economie du Droit de l'Université Paris Nanterre



Site internet : <http://www.aedupond.com/>

| <i>VOUS VOULEZ VOUS INSCRIRE EN :</i> | |
|--|---|
| M1 | M2 |
| Si vous remplissez les conditions d'admission, constituez un dossier sur l'application e-Candidat Nanterre. https://ecandidat.u-paris10.fr/ La commission pédagogique examinera votre candidature. | Si vous remplissez les conditions d'admission, constituez un dossier sur l'application e-Candidat Nanterre. https://ecandidat.u-paris10.fr/ La commission pédagogique examinera votre candidature . |